

Hausse inéluctable

ÉLECTRICITÉ ► La libéralisation du marché devait amener une baisse des prix. On a dû déchanter.

PIERRE MAYORAZ

Les tarifs de l'électricité défraient la chronique depuis la décision fédérale d'ouvrir progressivement le marché jusqu'à la libéralisation totale, en 2014. Les partisans de l'ouverture n'avaient pas lésiné sur les promesses de baisse des prix pour faire passer leur projet. Or, la réalité les a rattrapés et la diminution escomptée s'est transformée en hausse. Le marché ne se manipule pas facilement et si on lui donne le pouvoir, il sait imposer sa loi. Bien sûr, les électriciens et leurs soutiens favorables à la libéralisation peuvent invoquer des excuses pour expliquer leur erreur d'appréciation. La brusque augmentation du prix du pétrole, à l'été 2008, a entraîné les autres énergies. Et les prix actuels ne sauraient durer. Tout concourt à pousser les prix vers le haut: l'augmentation constante de la consommation d'électricité de plus de 1,5% par année, la menace d'une pénurie à moyen terme, admise par quasi tous les spécialistes qui ne divergent que sur le moment où elle interviendra. S'y ajoutent le passage des énergies fossiles, en voie de diminution, à l'électricité, le respect du protocole de Kyoto qui veut limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Une fois admis qu'on ne pourra pas éviter la hausse, les intervenants des 12es Rencontres suisses de l'électricité qui ont eu lieu à Baulieu Lausanne dans le cadre du salon Habitat Jardin ont axé leurs présentations sur les moyens de la limiter au minimum.

Investir pour freiner la hausse

Selon Philippe Viridis, directeur du Goupe E, il faut investir pour freiner la hausse des coûts: «Les entreprises électriques ont pour mission première d'assurer l'approvisionnement de la population et de l'industrie à un prix en ligne avec les conditions du marché. Or, nous ne pourrions plus le faire à l'avenir sans en payer le prix. Nous devons réduire notre dépendance au marché pour nous protéger contre des variations de prix. Cela passe par la construction de grandes centrales à gaz et d'une voire deux centrales nucléaires. Quand il parle à l'étranger, le conseiller fédéral Moritz Leuenberger partage ce point de vue. Mais, cela ne suffira pas. Il faut optimiser toutes les sources d'énergie. Je pense ici au solaire qui ne risque pas de manquer comme le pétrole ou le gaz. Il faut aussi favoriser des techniques nouvelles. Nombre de grandes entreprises ou banques l'ont compris qui ont engagé de l'argent dans ce domaine. Enfin, il faut donner de l'intelligence aux réseaux. Cela signifie la mise en place de ce que l'on ap-

pelle le «smart metering» qui permet à l'utilisateur de connaître sa consommation et d'agir sur son profil de consommateur en choisissant le tarif le mieux adapté. Par exemple, chauffer l'eau sanitaire dans l'après-midi plutôt que la nuit l'hiver quand les chauffages tournent en plein et que l'électricité coûte cher.»

Mort annoncée du tarif

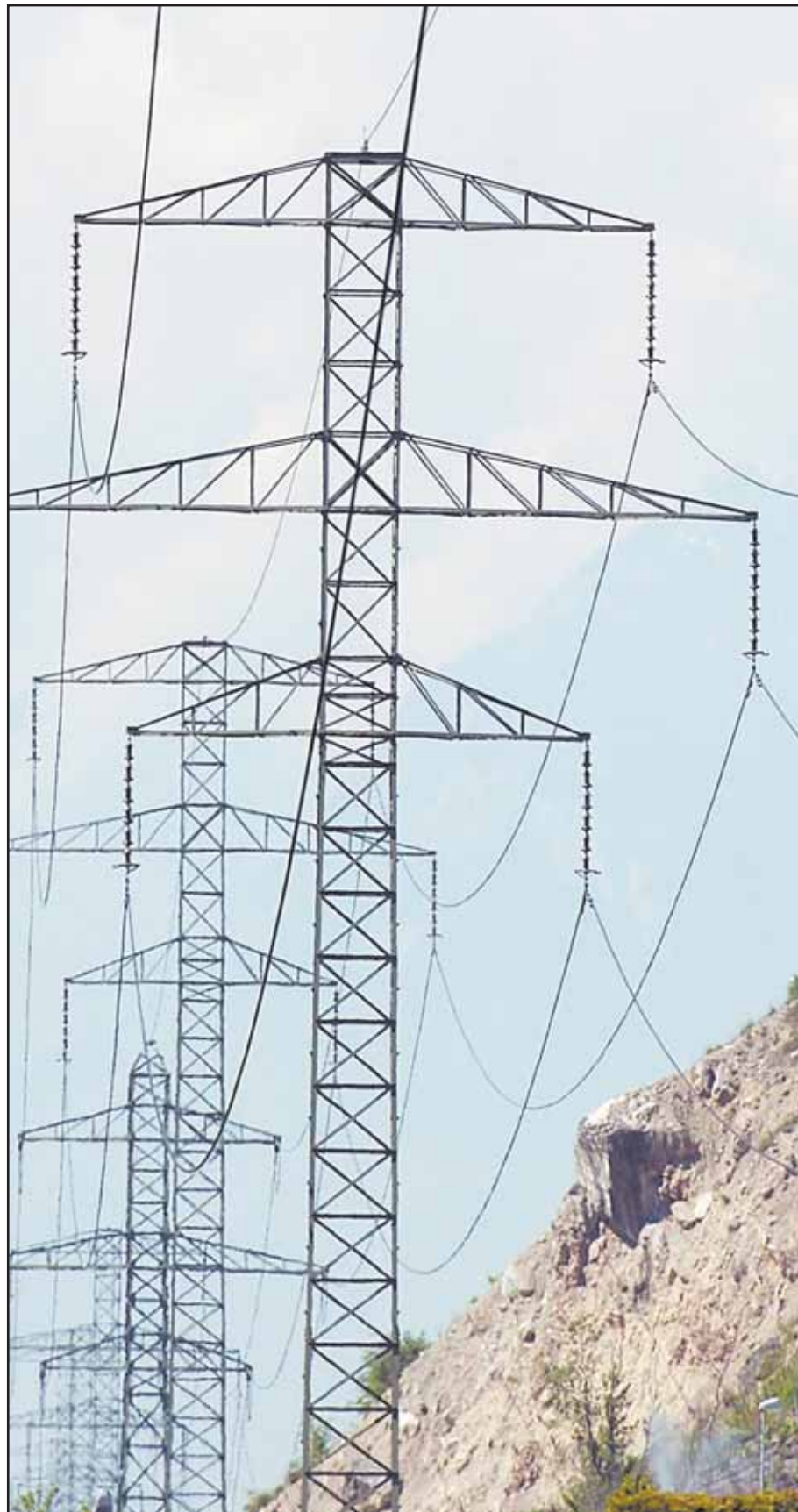
Selon Markus Schellenberg, spécialiste du marché de l'électricité, l'ouverture du marché annonce la mort du tarif: «Restera fixe le coût du transport et des différents services alors que le prix de l'énergie même variera en fonction du marché. Impossible d'éviter une hausse des coûts et une plus grande volatilité à l'image des variations que subit l'essence par exemple. On ne pourra donc plus parler de tarif.» Markus Schellenberg pense que l'adéquation au marché va engendrer des économies car le client aura le choix de son fournisseur.

Un organe de contrôle limité

L'EICOM fonctionne comme autorité nationale indépendante de régulation du secteur de l'électricité, un peu comme Monsieur Prix dans les autres domaines de la consommation, à la différence que les décisions de l'EICOM ont force de loi alors que celles de Monsieur Prix restent consultatives. Selon Aline Clerc, membre de l'EICOM, «une plus grande transparence dans la tarification devrait limiter les coûts au moment de l'ouverture réelle du marché. Nous travaillons à contrôler les 900 sociétés qui distribuent de l'électricité en Suisse. Heureusement, nous allons bientôt compter trente collaborateurs pour le faire.»

Le combat de Swisselectricity

Claude Cornaz, directeur de Swisselectricity, défend le consommateur. Sa société vise à optimiser les dépenses énergétiques de ses clients parmi lesquels on trouve Novartis, Bobst ou encore Givaudan, pour n'en citer que quelques-uns. Il fustige le solde importateur de la Suisse qui rapporte un milliard de francs par an aux électriciens. Un chiffre immédiatement relativisé par Philippe Viridis qui explique que la Suisse, demandeuse d'électricité de bande, importe à bas tarif et qu'elle revend de l'électricité de pointe au meilleur prix. Claude Cornaz déplore aussi que le consommateur n'aie que deux mois dans l'année pour changer de fournisseur et qu'une fois entré dans le marché libre, il ne puisse plus revenir en arrière. Il demande aussi plus de transparence dans les coûts pour trouver des solutions pour les abaisser.



L'ouverture du marché n'aura aucune influence sur le prix de la distribution de l'électricité. Le choix des moyens de transport, oui. LE NOUVELLISTE

COMMENTAIRE

Les économies ne coûtent rien

PIERRE MAYORAZ

Les spécialistes en électricité se rejoignent tous sur un point, la hausse des prix va se poursuivre, ouverture du marché ou pas. On les comprend d'autant plus facilement que l'énergie constitue un bien essentiel de notre civilisation.

L'actuelle sous-évaluation du prix du pétrole ne fera pas longtemps illusion. L'électricité, amenée à se substituer aux combustibles fossiles en voie d'épuisement, devient irremplaçable. Comme le dit Philippe Viridis: «L'électricité c'est la vie, à l'image de l'eau.» Et la pénurie guette. Les paroles de Moritz Leuenberger en faveur de grandes centrales au gaz, même prononcées hors de Suisse, montrent bien que ce n'est pas un fantasme d'électricien en mal de bénéfice.

Les 12es Rencontres suisses de l'électricité n'avaient pas convié cette année des écologistes purs et durs à s'exprimer. Mais, l'écologie était bien présente à Beaulieu. Plus réaliste que l'an dernier où les chiffres fantaisistes tenaient plus du lendemain qui chante que de l'efficacité.

Tous les intervenants ont plaidé pour les énergies renouvelables, mais sans en cacher les limites. Tous aussi ont relevé la valeur de notre hydro-électricité dont les kilowatts valent de l'or aux heures de pointe. La conclusion de ces rencontres, «le kilowatt le moins cher est celui que l'on a pas consommé», montre bien que les électriciens aussi recommandent les économies. Suivons-les plutôt que rêver de climatiseurs propres tournant à l'éolien.

Enfouissement controversé

POLÉMIQUE ► La ligne à haute tension Chamoson-Chippis coûterait 11 à 40 fois plus cher si elle était enterrée. C'est en tout cas la version de la société qui souhaite la construire. Les partisans de l'enfouissement contestent ces chiffres.

JEAN-YVES GABBUD/C

La ligne électrique à haute tension entre Chamoson et Chippis coûterait 70 millions dans sa version aérienne.

La même ligne enterrée reviendrait, au minimum, à 799 millions, selon Alpiq, la société qui a repris les activités d'EOS et qui projette de construire la ligne. D'autres variantes ont été analysées. Leur coût va jusqu'à 3 milliards.

Un couloir de 23 mètres.

Alpiq explique la raison du surcoût: «Le couloir à flanc de coteau choisi pour la ligne aérienne n'a pas pu être retenu dans l'étude de la solution souterraine en raison principalement des contraintes techniques liées à la construction des tunnels. Un nouveau couloir de 23 mètres de large a ainsi été recherché dans la plaine du Rhône afin d'accueillir les travaux de construction des tunnels en béton.»

La définition d'un tel couloir hors des zones environnementales sensibles et dans des zones d'habitations aussi denses que les environs de Sion constitue un défi majeur.

Cette configuration impose par ailleurs trois traversées du Rhône à Aproz, Saint-Léonard et Granges.

Les travaux de génie civil à eux seuls ont été estimés à 420 millions. Ils s'étendraient sur 3 à 4 ans, contre 18 mois pour la solution aérienne, avec

plusieurs chantiers menés en parallèle sur l'ensemble du tronçon.»

Un coût confirmé. Pour arriver à cette estimation, Alpiq a mandaté trois sociétés, la multinationale ABB et deux entreprises valaisannes, NivAlp à Grimisuat et Montani-Tschopp à Sierre. Alpiq indique dans un communiqué qu'elle a ensuite «transmis les offres relatives à la mise en câble de la ligne Chamoson-Chippis à l'Office fédéral de l'énergie.»

Cette dernière les a soumis pour une expertise indépendante au professeur Hans-Jürgen Haubrich de l'Université d'Aix-la-Chapelle en Allemagne. Les résultats de cette expertise confirment le bien-fondé technique et financier de ces offres.»

Version aérienne privilégiée. Pour Alpiq, l'affaire semble entendue: «Avec les offres ABB relatives à la mise en câble de la ligne, tous les éléments sont aujourd'hui réunis pour aboutir à une décision sur ce projet.»

Dans la situation présente, Alpiq demeure convaincue du caractère optimal de la solution aérienne tant d'un point de vue environnemental, technique que financier.»

Il s'agira donc de construire une ligne de 28 km avec 72 pylônes et Alpiq de souligner que ce projet permettra de supprimer «60 km de ligne et 190 pylônes dans la plaine du Rhône».

«Une étude alibi»



Les opposants à la ligne aérienne, l'ancien président de Salins **Gérard Gillioz** en tête, ne sont pas déconcertés par l'étude présentée par Alpiq. «Il s'agit d'une étude alibi, présentant des prix surfacts. Si l'on observe le parcours retenu par la ligne enterrée, on constate qu'elle fait des zigzags inutiles, au lieu de suivre, comme le préconise le Conseil d'Etat, soit l'auto-route, soit le Rhône.» Gé-

rard Gillioz constate également que l'étude n'utilise pas les synergies possibles avec les travaux de la troisième correction du Rhône. En tenant compte de ces éléments, le surcoût s'élève à un facteur 2 et non 11.

Les opposants à la ligne aérienne mettent aussi en évidence les conséquences de la présence de cette ligne: baisse de valeur du terrain et pertes financières pour les voisins, comme le camping des Iles à Sion. Et Gérard Gillioz de remarquer que la ligne est enterrée sous le bois de Finges «pour protéger les oiseaux». De son côté, le Conseil d'Etat valaisan analysera «de façon critique les conclusions» de cette étude, a-t-il indiqué hier dans un communiqué. JYG